Compte rendu du CA du lundi 2 juin 2025

Présent.es : Elisabeth, Elise, Georgina, Jean-Luc, Loïc, Marie-Hélène, Marie-Odile, Michel, Monique, Nicole, Patrick A., Patrick J., Pierre, Véronique.

Observatrices : Beletech, Evelyne, Marie-Claire, Marie-Justine.

Absent.es excusé.es : Amal, Camille, Fatiha, Marie-Claude

DÉBATS et VOTES

1. Les comptes-rendus du CA du 5 mai sont approuvés.

.

2. Arrêt des nouvelles domiciliations

La préfecture vient de renouveler notre agrément de domiciliation pour une durée d'un an. Suite à notre demande et à l'accord de la préfecture, cet agrément concerne uniquement les renouvellements des personnes déjà domiciliées à l'ASTI.

Nous avons préparé un flyer, qui accompagnera, à partir du 5 juin, les orientations des demandes de nouvelles domiciliations vers d'autres structures, en particulier :

- l'association Revivre pour les personnes seules ou en couple sans enfant dont l'âge est supérieur à 25 ans

- le CCAS de la commune pour les familles et pour les personnes entre 18 et 25 ans

Discussion sur les deux créneaux horaires, actuellement consacrés aux nouvelles domiciliations.

Il est proposé de faire une permanence d'aide à la prise de rendez-vous au PAN, point d'accueil numérique de la préfecture.

Le PAN apporte une aide, uniquement technique, au dépôt d'une demande de titre de séjour.

Il s'adresse seulement aux personnes en difficulté avec l'outil informatique.

Le paradoxe de ce service « d'aide » est que, pour y accéder, il faut savoir utiliser l'outil informatique ! La demande de rendez-vous au PAN se fait en renseignant un formulaire sur un site, en devant y scanner des pièces justificatives.

Vote favorable à l'unanimité pour une permanence le mardi après-midi pour cette aide.

Ceci concernera seulement les personnes rencontrées à la permanence juridique du lundi matin.

Nous maintenons notre position de ne pas accompagner les personnes dans le dépôt de leurs demandes de titres de séjour, mais les aidons à accéder à un service dédié à cet usage.

Loïc va proposer des formations aux bénévoles qui vont assurer cette tâche.

Elise suggère qu'on ajoute, à cette permanence, une aide à la demande de renouvellement de récépissé, une autre téléprocédure assez simple. Là aussi, cette aide sur rv ne s'adressera qu'aux personnes rencontrées à la permanence juridique.

Autre discussion sur le maintien ou non d'une ouverture le vendredi après-midi, qui serait un temps d'accueil sans objet particulier.

Il est décidé de supprimer ce créneau en juillet, on en reparle pour septembre.

3.Organisation de l'Assemblée générale

Répartition des différentes tâches et on reprecise le déroulé, les horaires.

4. Proposition de participation à « Place à nos droits » le 19 septembre à la Grâce de Dieu.

C'est une action en direction des quartiers prioritaires de la ville, où il est constaté une méconnaissance des droits et une difficulté à les faire valoir. L'objectif est de faire découvrir aux habitant.es des structures, associations pouvant faciliter leur accès aux droits : santé, logement, parentalité, ...

L'ASTI a été invitée sur la thématique de l'apprentissage de la langue.

Elise propose d'aller à la réunion de préparation le 23 juin pour présenter une dimension essentielle du travail de l'ASTI, centré sur l'accès aux droits des personnes étrangères.

On décide de participer à cette action en présentant les 2 volets de notre action.

INFORMATIONS

1. Participation à Bol d'air le 4 juin à la Grace de Dieu

Fête de début d'été avec les associations intervenant dans le quartier.

2. Permanences d'été

Arrêt des permanences le vendredi après-midi en juillet.

Pas de permanences juridiques en août, ni la semaine du 14 juillet.

En août, ouverture 2 matins par semaine : mardi et vendredi.

3. Suivi des familles/ recours CD

Monique explique comment des familles sont accompagnées pour de nouvelles demandes d'aides dans les centres sociaux du CD. D'après le règlement du CD, ceux-ci ont le devoir de faire des bilans réguliers des situations. Pas de réponse positive pour l'instant.

Un échange en visio est prévu demain entre les associations caennaises et des avocats parisiens pour apprécier la faisabilité d'un recours collectif.

QUESTIONS DIVERSES

1.Convention avec le SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation)

Après un moment de silence, le SPIP redemande à l'ASTI d'intervenir au centre pénitentiaire près de détenus étrangers. Nous avons un devis pour 6 interventions d'ici la fin de l'année. De ce fait, Elise interviendra un vendredi après-midi par mois, accompagnée d'un.e bénévole

2.Fête des cultures

Pierre regrette que notre stand n'ait pas été regroupé avec d'autres associations comme la Cimade. L'an prochain, il pourra être utile de le demander en participant à la réunion de préparation.

3. Retour sur une réunion de l'équipe juridique

L'équipe a réfléchi aux deux problèmes de la permanence du lundi matin, où nous ne pouvons recevoir que 15 personnes, les premières arrivées.

Ceci amène certaines à arriver très tôt, attendre parfois dehors plusieurs heures avant l'ouverture.

De plus, il est éprouvant pour les personnes de l'accueil de refuser les autres personnes, en particulier celles qui sont aussi arrivées de bonne heure.

L'équipe a échangé autour de cette situation très insatisfaisante, insupportable pour certains.

Elle a réfléchi à des changements de fonctionnement : prises de rv échelonnées, autre horaire.

Ces modifications pouvant entraîner d'autres difficultés, il a été décidé de :

- conserver le créneau du lundi matin, sans rendez-vous
- faire un flyer avec des coordonnées d'autres associations ou services (on se renseigne sur les maisons du droit, le CDAD, ...)
- prendre les numéros des personnes non reçues pour les rappeler dans la semaine, quand Guennët reviendra en septembre

4. La MDS et le projet Langevin

Marie-Odile regrette que l'ASTI apparaisse peu dans la présentation de la MDS qui a été transmise à la ville.

Patrick s'inquiète des conditions matérielles demandées : surface, espace d'accueil.

En reparler à un prochain CA.

Prochain CA le lundi 16 juin à 17h30 après l'AG du 14 juin